

La voix de l'opposition de gauche

Le 21 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Allez on arrête de jouer à la baballe, place à la Grande Boucle, au soleil, aux vacances, elle n'est pas belle la vie ?

● [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

L'homme n'a décidément pas dépassé le stade élémentaire du primate, c'est ce qu'a démontré l'hystérie et les commentaires dithyrambiques qui ont accompagné la victoire de l'équipe de la Françafrique à la coupe du monde de football.

On en oublierait presque qu'au départ le sport fut inspiré de la lutte que menaient les hommes pour leur survie en présence de nombreux prédateurs et face aux aléas de la nature, et que c'est leurs dispositions physiques ou morphologiques naturelles qui présidaient à la préservation ou à la sélection naturelle de l'espèce, les mieux lotis ou les plus forts survivant, alors que les plus faibles disparaissaient. Plus tard, de chasseurs intrépides ils devinrent des combattants redoutables réduisant en esclavage les plus faibles qu'ils avaient vaincus, de chefs de tribus ou de hordes de barbares ils devinrent chefs de guerre, monarques ou empereurs soumettant des peuples entiers...

Les hommes livrés au règne de la nécessité devaient entrer en concurrence les uns avec les autres et se livrer à une lutte à mort pour assurer leur propre survie, d'où l'état de guerre permanent auquel ils furent soumis tout au long de leur existence depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

C'est cela qu'on vient de célébrer, d'exalter, manifestation d'infantilisme qui témoigne que la civilisation humaine n'est décidément pas encore prête à conquérir sa liberté.

Que pratiquement tous les acteurs politiques aient cru bon d'en être, augure mal la suite ou le cruel destin qui nous attend. Cela illustre à sa manière le processus de régression de la conscience collective dans lequel l'humanité est engagée. Il est destiné à se poursuivre pendant encore très longtemps, un siècle, un peu plus ou un peu moins, période pendant laquelle les conditions seront réunies pour qu'il s'inverse, il n'est donc pas irréversible, sans qu'on sache à l'avance si les exploités seront en mesure de saisir les occasions qui se présenteront à eux, tout dépendra si leur conscience aura enfin fini par mûrir, sinon la civilisation humaine sera vouée à disparaître.

L'époque où leur conscience pourrait atteindre un niveau supérieur pourrait coïncider avec l'achèvement du marché mondial, où la concurrence mondiale entre exploités n'aurait plus aucune raison d'être et ne présenterait plus aucun avantage pour les exploités, et cèderait la place ou ouvrirait la voie à l'union des prolétaires du monde entier pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On dit qu'un régime ou un mode de production ne peut disparaître tant qu'il n'a pas épuisé toutes ses capacités, sachant que le capitalisme ne pourra être éradiqué qu'à l'échelle de la planète, parce que c'est un mode de production intégré aussi bien en terme de matières premières que de main d'oeuvre au niveau mondial, il y a tout lieu de penser que cela ne se produira pas tant qu'il ne

l'aura pas entièrement colonisé, ce qui n'est pas encore le cas contrairement aux sornettes qu'on entend.

Que les néolibéraux aient défini une stratégie pour retarder le plus longtemps possible cette échéance ou interdire qu'elle se réalise en est en quelque sorte la confirmation, d'où leur acharnement à vouloir maintenir des continents entiers en état de sous-développement en recourant à des guerres pour l'illustrer.

Si on se décidait à bien vouloir regarder la réalité en face au lieu de lui substituer des théories obsolètes ou foireuses s'appuyant sur une analyse ou une perspective erronée, sans exclure qu'entre temps des révolutions pourraient se produire ici ou là qu'évidemment nous soutiendrions, tout en sachant qu'immanquablement elles seraient vouées à être vaincues ou à dégénérer parce qu'elles demeureraient isolées, tout du moins durant toute une période préliminaire sans qu'on puisse en déterminer la durée à l'heure actuelle, on réaliserait ou on prendrait enfin conscience qu'il nous faut définir une stratégie politique basée sur l'épuisement (encore à venir) des capacités du capitalisme dont les signes avant-coureurs n'ont cessé de se manifester parfois de manière extrêmement violente depuis le début du XXe siècle (Qu'on a largement surestimés...), qui ouvrirait la voie à sa liquidation de la surface de la terre, au socialisme.

Quant à la tactique, elle devrait s'articuler autour de deux facteurs, qui consisterait à aider les exploités à résister jusqu'à cette échéance (Qui se profilerait petit à petit et dont ils pourraient prendre conscience...) en luttant pour l'amélioration de leur condition d'existence (et de travail) ou pour maintenir un niveau de vie supportable, ce qui impliquerait la défense de tous nos acquis ou droits sociaux et d'en revendiquer de nouveaux, même si cela semble aléatoire ou largement compromis, tout en les aidant à faire progresser leur niveau de conscience dans la perspective des tâches politiques qu'ils auront à accomplir pour se débarrasser du capitalisme à l'échelle mondiale.

La tactique demeure ainsi subordonnée à la stratégie de manière à favoriser cette prise de conscience, sans laquelle notre combat serait perdu d'avance. Pour l'avoir oublié ou s'en être écartés, nous en sommes rendus à la situation pitoyable que nous connaissons aujourd'hui.

J'ai l'impression que ce que je propose consiste tout simplement à renouer avec les enseignements que nous avaient légués les marxistes, renvoyant dos-à-dos gauchistes et opportunistes.

Cette brève analyse constitue la trame provisoire ou plus ou moins achevée de la conclusion à laquelle je suis parvenu au terme de 15 années d'études, bien des tâtonnements et des errements après avoir été parfois induit en erreur par des relents anciens de dogmatisme notamment, dans des conditions d'isolement en Inde qui, si elles ne facilitent pas vraiment la réflexion qui se nourrit d'échanges, n'en entravent pas le développement.

L'issue de mes travaux dépendait finalement de ma détermination à trouver des réponses cohérentes ou satisfaisantes à la multitude de questions que j'allais être amené à me poser, ainsi que l'évaluation d'hypothèses toutes aussi nombreuses, ainsi que la faculté à me débarrasser de tout a priori, ce qui est toujours le plus difficile puisqu'en partie inconscient.

En réalité, je n'en suis pas tout à fait satisfait ou il reste encore bien des choses à préciser ou à modifier. Disons qu'à ce stade, l'orientation politique que je propose ici, n'est qu'une modeste contribution politique que je porte à votre réflexion. A suivre.

Et pendant ce temps-là dans la cour de récréation ils jouent à la baballe.

Ils osent tout. Union nationale. Comment flatter l'ignorance des masses dans le sens du poil.

Daniel Gluckstein s'est fendu d'un éditorial (Tribune des travailleurs - POID) dégoulinant d'opportunisme comme on n'en avait pas lu depuis un moment.

Imaginez un instant, la victoire de la coupe du monde du football-fric par l'équipe de la Françafrique : "*ça vaut le coup d'être heureux une soirée*", pour un peu il ne manquerait plus qu'un coup de canon tiré en direction du Mali ou de la Libye en guise de feu d'artifice pour que la fête soit complète ! Voilà ce qui le rend heureux, vous imaginez un peu le niveau du dirigeant. On vit à une époque particulièrement médiocre et il ne dépareille pas, c'est communicatif apparemment ou plus profond.

Quel naufrage !

On croirait un communiqué rédigé par une agence de com pour le compte d'un marchand de vent ou de miracles.

- Pour le jeune des quartiers ouvriers et populaires, pour l'ouvrier, pour le chômeur, pour la mère de famille élevant seule ses enfants, pour le bénéficiaire du RSA, (Il a oublié les handicapés, les clochards, sortez vos mouchoirs, quel misérabilisme ! - LVOG) la victoire de cette équipe de France composée, essentiellement, de jeunes issus des mêmes quartiers et des mêmes milieux est apparue comme porteuse d'un espoir, celui d'une société où tous trouveraient la place qui leur est refusée. (On ignorait qu'il en était le capitaine ! - LVOG) C'est – chargée d'illusions, sans doute – l'expression d'une puissante aspiration au progrès, à la justice sociale, à l'égalité réelle tordant le cou aux humiliations et aux discriminations, à l'exploitation et à l'oppression, à la misère. (C'est tout, n'en jetez plus la cour est pleine ! Vous aurez noté le procédé du prestidigitateur, qui de son chapeau chargé d'illusions fait jaillir miraculeusement un niveau de conscience si élevé chez les masses qu'on devrait lui attribuer un certificat d'authenticité indiscutable, tant les prolos ont le socialisme dans le sang, et si vous n'en êtes pas convaincus, dites-vous bien que rester passif devant un écran pendant 90 minutes à regarder des types courir après un ballon en est la preuve manifeste. Quelle misère ! - LVOG)

Excessif ? Quand l'opium du peuple s'apparente à un élixir de libération on est encore en dessous de la réalité en fait. Car il a tenu le même discours que Macron et l'ensemble de la classe politique de l'extrême droite à l'extrême gauche en évoquant "*les aspirations des jeunes enthousiasmés par la victoire de leur équipe de France*", elle appartient bien à tous, bel exercice de "*victoire*" partagée avec Macron, d'union nationale noyé dans un discours qui se veut par ailleurs radical mais qui ne trompe personne ; s'emballer pour un tel étalage d'ignorance assimilé aux aspirations de la jeunesse est plutôt inquiétant, dommage qu'ils ne se soient pas enthousiasmés pour la libération d'Alep ou de Deraa en Syrie, Gluckstein non plus, il est passé à côté, il avait le regard rivé ailleurs, on comprend.

Cet exercice pitoyable de populisme et de tiers-mondiste n'aurait pas été complet sans un vibrant appel à "*la République (qui) vivra quand elle accueillera fraternellement les migrants qu'elle rejette aujourd'hui au fond de la Méditerranée*", alors que cette opération pilotée depuis Washington et Bruxelles ou l'Otan avait justement pour objectif de désintégrer ce qui restait de cette République moribonde, bananière au service de l'oligarchie. Qu'il tienne à en être avec son parti n'étonnera plus personne, c'est leur droit.

Tout compte fait cet éditorial aurait très pu être publié par l'Humanité.

Vous ne trouvez pas étrange que deux militants se réclamant du socialisme en arrivent à produire deux analyses d'un fait diamétralement opposées ?

En complément. (A propos de l'affaire Benalla)

- La République est "inaltérable", a laconiquement déclaré jeudi Emmanuel Macron lors d'un déplacement en Dordogne, après avoir refusé à maintes reprises de répondre aux questions des journalistes. AFP 19 juillet 2018

Elle est moins inoxydable que le couperet de la guillotine qui attend le petit monarque...

Affaire d'Etat. Flagrant délit ou Macron pris la main dans le SAC.

Qui a dit ?

- "Je condamne avec une absolue fermeté les violences qui ont eu lieu aujourd'hui."

Réponse : Macron, au soir du 1er mai 2018. (Reproduit par Le HuffPost 19 juillet 2018)

- «Cet acte violent a un vieux parfum du SAC de De Gaulle» - Liberation.fr 20.07

- Alexandre Benalla a également agressé une femme à la Contrescarpe, comme le montre une vidéo inédite - Le HuffPost 20.07

L'affaire du collaborateur d'Emmanuel Macron n'en finit plus de rebondir. Ce mercredi 18 juillet, Le Monde a révélé qu'un membre du cercle proche d'Emmanuel Macron avait été filmé en train de frapper un manifestant, pourtant à terre, lors des manifestations du 1er mai dernier, le tout en arborant un casque des forces de l'ordre alors qu'il était en fait membre du cabinet du président. Mais ce n'est pas tout. Dans une vidéo envoyée par un lecteur du HuffPost, on découvre ce qu'il s'est passé durant les 43 secondes pendant lesquelles il est absent de la vidéo désormais célèbre. Entre le moment où il extrait une jeune fille de la bagarre et le moment où il revient pour frapper le manifestant.

1er mai, à la place de la Contrescarpe. Dommage qu'on ne parle pas aussi de cette jeune femme qui s'est fait violenter, elle aussi, par Alexandre Benalla avant que ce dernier s'en prenne à son ami.

Dans l'intervalle, il a traversé la rue avec la jeune fille, aidé par une autre personne. Il la plaque contre le mur et fait une tentative de balayage avec sa jambe. On entend distinctement la victime dire "aïe" et "arrêtez". Alexandre Benalla écarte également de sa main une cycliste qui cherche à s'interposer. Enfin, il entend les cris de l'autre côté de la rue et traverse, laissant la victime prostrée, assise contre le mur. C'est là que la vidéo devenue virale reprend, avec l'arrivée d'Alexandre Benalla dans le champ. A la fin, grâce à la nouvelle vidéo, on se rend compte que la fille agressée est une amie du manifestant tabassé. Ils quittent les lieux ensemble. La victime déclare "C'est des malades !". Le HuffPost 20.07

En complément.

En famille. Mélenchon en défenseur de "l'autorité de l'Etat" ou gardien en chef de l'esprit de la Ve République.

- "L'autorité de l'Etat a été engagée d'une manière tellement ample et tellement forte que la sanction doit être exemplaire. Elle doit concerner lui (Alexandre Benalla, NDLR), tous ceux qui ont des activités invisibles de cette nature, et évidemment les chefs, je veux dire le chef de cabinet", a-t-il ajouté. AFP 19 juillet 2018

Merci, on avait compris qu'il ne réclamait pas la tête de Macron !

Non mais sans blague, on ne badine pas avec l'autorité de l'Etat, chacun doit la respecter, et en premier lieu Macron qui doit être à la hauteur de la fonction qu'il occupe au sommet de l'Etat selon la Constitution de la Ve République. Mélenchon y veille !

Mélenchon un opposant au régime ? Quel bouffon !

ACTUALITE EN TITRES

Militarisation de la Constitution de la Ve République pour la rendre plus "humaine".

- De la «dignité humaine» dans la Constitution - Liberation.fr 19.07
- Le "service national" inscrit dans la Constitution - L'Express.fr 19.07

Fake news. L'AFP en première ligne. La preuve.

- Londres dément toute identification dans l'affaire Skripal - Reuters

On rappelle que Reuters est une agence de presse britannique.

- La police britannique aurait identifié les empoisonneurs présumés des Skripal - AFP
- Affaire Skripal : des suspects russes dans le viseur - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Confirmation. Il était légitime de les caractériser ainsi.

- Israël : la loi sur «l'Etat juif» crée la polémique - LeParisien.fr 20.07

Dorénavant nous n'emploierons plus que l'expression Etat juif à propos d'Israël.

Les barbares et protégés de l'Etat juif rapatriés chez leurs parrains occidentaux, c'est émouvant !

- Londres évacue les Casques blancs de Syrie - Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada vont évacuer plusieurs centaines de membres des Casques blancs après la reddition des groupes terroristes au Sud de la Syrie.

Les Casques blancs se présentent comme une organisation humanitaire alors même qu'ils ont pris part au combat, notamment en coupant l'eau durant 42 jours aux 5,6 millions d'habitants de Damas [1]. De nombreux membres des Casques blancs sont par ailleurs également membres à titre individuel d'Al-Qaïda ou de Daesh.

Les Casques blancs seront accueillis non seulement au Royaume-Uni et au Canada, mais aussi aux Pays-Bas et en Allemagne.

[1] « Une « ONG humanitaire » prive d'eau 5,6 millions de civils », Réseau Voltaire, 6 janvier 2017.
Réseau Voltaire 20 juillet 2018

La guerre des clans de l'oligarchie ne connaît pas une minute de répit.

Trump invite Poutine à Washington à l'automne malgré le tollé d'Helsinki - Reuters 20.07

Donald Trump a demandé à John Bolton, son conseiller à la sécurité nationale, d'inviter Vladimir Poutine à l'automne, a annoncé jeudi la Maison blanche, trois jours après le premier sommet entre les deux hommes qui a soulevé un tollé aux Etats-Unis. Reuters 20.07

Trump et Poutine ne font plus qu'un en couverture de "Time magazine" - Le HuffPost 19.07

Trump enregistré à son insu parlant d'acheter le silence d'une ancienne playmate - AFP 20.07

Poutine: Des forces aux USA veulent saboter les résultats du sommet d'Helsinki - Reuters

Trump s'insurge contre l'amende infligée par l'UE à Google - AFP 19.07

Le président américain, Donald Trump, s'en est une nouvelle fois pris à l'Union européenne jeudi, s'insurgeant cette fois contre l'amende record infligée par Bruxelles à Google et martelant qu'il ne tolérerait plus que l'Europe "profite" des Etats-Unis. AFP 19.07

Totalitarisme. Quand Big Brothers complete...

Grille de lecture.

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, ils avaient été jusqu'à imputer à Bachar el-Assad d'être responsables des violences qui se sont produites en Syrie au début de 2011, puis de la guerre qui s'en est suivie et ses centaines de milliers de morts.

Et bien demain, si vous souteniez le contraire en vous appuyant sur les faits n'importe où dans le monde, cette information serait censurée. Donc seule la version frauduleuse serait accessible, pas seulement sur Facebook mais publiée par l'ensemble des médias. Quant aux contrevenants intervenant sur Internet, l'accès à leurs portails ou blogs serait coupé, c'est en tout cas le sens dans lequel vont les nouvelles lois que Bruxelles et Washington sont en train de concocter...

- Facebook veut supprimer les fausses informations qui causent des violences - L'Express.fr 19 juillet 2018

Facebook continue sa lutte contre les "fake news". Le réseau créé par Mark Zuckerberg a annoncé ce jeudi vouloir retirer les fausses informations susceptibles de créer des violences de façon imminente.

Avec cette nouvelle politique, le réseau social pourra par exemple retirer des contenus inexacts ou trompeurs (comme des photos truquées) créés ou partagés pour contribuer à la violence physique ou l'exacerber. Pour y parvenir, Facebook s'appuiera sur des organisations locales ou des agences spécialisées pour déterminer si ces publications sont susceptibles d'entraîner des violences de façon imminente et donc si elles doivent être retirées.

Cette nouvelle politique consiste à examiner et supprimer un autre type de contenus, moins explicitement violents mais tout de même susceptibles d'entraîner des violences. L'Express.fr 19 juillet 2018

Cela signifie quoi ces "contenus, moins explicitement violents", sinon l'arbitraire le plus total exercé par des entreprises privées ou des multinationales, qui se transformeraient en juridiction transnationale, en tribunaux d'exception destinés à museler toute opposition aux régimes totalitaires qu'ils sont en train d'installer partout dans le monde.

Barbarie. Afghanistan : Enième massacre ordinaire de civils innocents.

- Des civils tués dans un raid aérien près de Kunduz en Afghanistan - Reuters 19.07

Quatorze personnes, dont des femmes et des enfants, ont péri dans une frappe aérienne intervenue au cours d'une opération au sol des forces de sécurité afghanes jeudi près de la ville de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a déclaré le porte-parole du gouverneur. Reuters 19.07

Dernières nouvelles du clan de la guerre perpétuelle contre tous les peuples.

Nicaragua: marche de l'opposition après les attaques d'Ortega - AFP 20.07

Une marche de l'opposition nicaraguayenne doit se dérouler samedi à Managua au moment où le dialogue avec le pouvoir est quasi rompu après les propos du président Daniel Ortega accusant l'Eglise et l'opposition de fomenter un "coup d'Etat". AFP 20.07

Le Pentagone annonce 200 millions de dollars supplémentaires pour la défense ukrainienne - AFP 20.07

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi une aide supplémentaire de 200 millions de dollars pour renforcer la défense de l'Ukraine, engagée dans un conflit contre des séparatistes prorusses, quatre jours après un sommet controversé entre Donald Trump et Vladimir Poutine. AFP 20.07

Une réponse ou un torpillage du clan de la guerre ?

- Vers un référendum au Donbass ? - Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Selon Bloomberg, le président Vladimir Poutine aurait proposé à son homologue états-unien Donald Trump de régler ensemble la question du Donbass [1].

Un référendum pourrait être tenu, sous la surveillance de la communauté internationale, pour permettre aux habitants de cette région de choisir leur avenir.

Le président Trump aurait réservé sa réponse.

Les accords de Minsk prévoyaient quant à eux l'adoption par la Douma ukrainienne d'un statut particulier pour le Donbass et l'organisation d'élections locales ; des engagements auxquels le président ukrainien Pedro Porochenko (photo) s'est opposé.

En mai 2014, les rebelles du Donbass avaient organisé un référendum d'indépendance. La population avait massivement voté pour se séparer de l'Ukraine, soulevant la fureur des Occidentaux.

[1] "Putin Tells Diplomats He Made Trump a New Offer on Ukraine at Their Summit", Ilya Arkhipov, Bloomberg, July 19, 2018. Réseau Voltaire 20 juillet 2018

Corée du Nord: Washington réclame à l'ONU "une pleine application des sanctions" - AFP 20.07

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a réclamé vendredi à l'ONU "une pleine application des sanctions" contre la Corée du Nord pour parvenir à sa dénucléarisation, à l'issue d'une réunion avec le Conseil de sécurité destinée à maintenir son unité face à Pyongyang. AFP 20.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Cuba

- Cuba va inscrire la propriété privée dans sa nouvelle Constitution - LeFigaro.fr 19.07

Pour la première fois depuis 1959, le gouvernement s'est engagé à inscrire l'économie de marché dans la constitution. Examinée à partir de samedi, la révision du texte de 1976 doit faciliter l'accès des investisseurs étrangers à l'économie cubaine, dans la continuité des réformes initiées par Raul Castro depuis 2008 pour moderniser et ouvrir le pays. Le texte sera ensuite soumis à un référendum.

Révéle le 13 juillet par le quotidien du Parti communiste cubain, le Granma, le projet de constitution reconnaît «le rôle du marché et de nouvelles formes de propriété, parmi lesquelles la propriété privée», avant de préciser, quelques lignes plus loin, qu'il «réaffirme le caractère socialiste du système politique, économique et social».

Et rappelle très vite le «rôle directeur du PCC comme force dirigeante supérieure de la société et de l'État». «Il n'y aura pas de virages capitalistes», souligne le président Miguel Diaz-Canel, élu en avril.

«La constitution officialise ce qui est à l'œuvre depuis dix ans. Les cubains vont petit à petit découvrir une économie du salariat. Ce qui est normal pour nous, mais révolutionnaire pour eux», explique Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Amérique latine. Pendant 40 ans, l'île a vécu sous une économie presque totalement étatisée. Le salaire ne couvrait pour les cubains que 5% des besoins: le logement, la nourriture et les soins étant presque toujours pris en charge par l'État.

Depuis 2010, le pays mené par Raul Castro, le frère cadet de Fidel, s'est engagé dans de vastes réformes pour ouvrir le pays aux investissements étrangers. Le but étant d'attirer capitaux et liquidités dans un pays exsangue économiquement. De fonctionnaires, 201 professions sont autorisées à exercer à titre d'autoentrepreneurs ou de «petits artisans»: 591.000 Cubains sont aujourd'hui «cuentapropistas», c'est-à-dire qu'ils exercent à leur propre compte. Pourtant, l'octroi de nouvelles licences de «cuentapropistas» a été suspendu il y a un an. Face à l'économie de marché, le gouvernement envoie des signaux ambivalents: voilà presque dix ans que l'imminence de la transition cubaine fait débat chez les observateurs.

Alors, la révision de la constitution peut-elle souffler un nouvel élan? «Si l'un d'entre nous se berçait d'illusions sur cette réforme constitutionnelle, le mieux serait de les abandonner très vite», tranche un blog local critique envers le pouvoir, Cuba Economia, cité par Courrier international. Si la réforme doit faciliter l'implantation de capitaux étrangers et la création d'entreprises locales, la propriété de la terre «sera toujours soumise à des restrictions pour sa transmission et au droit de préemption de l'État sur son acquisition, à un juste prix», note le blog.

«Évidemment, Cuba n'aspire pas à une économie de marché au sens où on l'entend dans un pays totalement mondialisé, mais à une libéralisation qui n'altère pas la présence de l'état dans l'économie», détaille Christophe Ventura. Pour le chercheur, la Havane devrait trouver son équilibre dans un modèle semblable à celui du Vietnam ou de la Chine: «L'état a des intérêts y compris dans les capitaux privés, participe largement à l'économie et régule tous les investissements.»

Le Granma rappelle d'ailleurs les «principes essentiels» toujours à l'œuvre: «les moyens de production relèveront de la propriété socialiste et la planification restera la ligne directrice». «L'état doit répondre au défi d'ouvrir l'économie sans perdre le contrôle politique, et c'est pour ça que les réformes sont longues», poursuit le chercheur. «La constitution offre un cadre légal aux dynamiques déjà à l'œuvre, et ça, c'est historique. Après, tout dépend aussi du contexte extérieur, notamment les relations avec les États-Unis.» En juin dernier, Donald Trump a annulé la majeure partie de l'accord de rapprochement diplomatique conclu entre Obama et Raul Castro en 2014. LeFigaro.fr 19.07

Tunisie

C'était bien une révolution...islamiste !

- Tunisie: le parti islamiste Ennahdha remporte le plus grand nombre de mairies - AFP 19.07

Le mouvement d'inspiration islamiste Ennahdha a remporté le plus grand nombre de mairies à l'issue des premières municipales démocratiques de Tunisie, a annoncé jeudi le ministère des Affaires locales à l'AFP.

Ce scrutin s'est tenu le 6 mai, puis les conseillers municipaux ont été amenés à élire les maires dans chaque localité. A ce jour, 347 maires sur 350 ont été désignés.

Deuxième parti au pouvoir --après Nidaa Tounès, fondé par l'actuel président Béji Caïd Essebsi--, Ennahdha a décroché 130 mairies, a indiqué le ministère de l'Environnement et des Affaires locales.

Les listes indépendantes arrivent en deuxième position avec 114 mairies, juste devant Nidaa Tounès, qui a remporté 80 municipalités.

Vingt-trois ont été remportées par d'autres partis, d'après la même source.

Ennahdha est notamment majoritaire dans le gouvernorat de Sfax (centre), où le mouvement dispose de 14 mairies sur 23, et dans celui de Gabès (sud, 11 sur 16).

Ces élections devaient aussi permettre d'ancrer la démocratie au niveau local, et pour les partis de renforcer leur ancrage dans les différentes régions, alors que l'année 2019 doit être marquée par la tenue d'élections législatives et présidentielle.

Le parti Nidaa Tounès, sorti vainqueur des scrutins en 2014, est actuellement traversé par de profondes divisions.

Béji Caïd Essebsi, 91 ans, n'a pas encore fait part de ses intentions. AFP 19.07